

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le 30 novembre 2021

Une délégation de l'Intersyndicale a rencontré Sébastien Lecornu, ministre des Outremer, à l'invitation de ce dernier mardi 30 novembre 2021 à la préfecture.

A l'issue de cette rencontre, le ministre a fait un compte-rendu lors d'une conférence de presse. L'Intersyndicale tient à réagir à la suite des propos tenus.

D'abord, nous dénonçons fermement les propos stigmatisant les guadeloupéens, en tentant de les opposer aux martiniquais qui eux seraient de bons élèves. Le colonialisme s'est toujours appuyé sur la division pour maintenir sa domination. Une telle déclaration de Lecornu est une duperie, une insulte aux peuples antillais et renoue avec les pires moments d'une époque coloniale manifestement non révolue. **Nous réaffirmons notre totale et entière solidarité avec nos camarades de la Guadeloupe qui se battent et avec tous ceux qui, en Martinique et en Guadeloupe, se battent encore.** Car il faut que toutes les personnes sanctionnées financièrement sur la base de cette loi scélérate soient reprises.

Sébastien Lecornu a ensuite déclaré que la délégation de l'Intersyndicale avait condamné de manière unanime les violences des manifestants. A aucun moment, de telles déclarations n'ont été émises par les membres de l'Intersyndicale. Et nous insurgeons contre cette affirmation du ministre. Pour autant, nous dénonçons les exactions commises en marge du mouvement.

Nous dénonçons et condamnons en revanche la violence bien réelle de l'Etat:

- Avec l'annonce de Macron le 12 juillet de sanctions financières pour les soignants non vaccinés qui ne se soumettraient pas à l'obligation vaccinale ;
- Avec l'appel à candidature de policiers et de gendarmes spécialisées en maintien de l'ordre pour intervenir en Guadeloupe et en Martinique
- Avec l'intervention musclée de forces de répression sur le site du CHUM le 15 octobre 2021 ;
- Avec l'envoi en Guadeloupe et en Martinique du RAID et du GIGN, unités d'élite de la police et de la gendarmerie ;
- Avec un comité d'accueil composé de gendarmes mobiles avec leurs équipements complets ce mardi 30 novembre 2021 attendant la délégation de l'intersyndicale.
- Avec l'annonce le 30 novembre 2021 de l'arrivée de nouveaux escadrons de gendarmes mobiles

Dans sa déclaration à la presse, Lecornu n'a pris aucun engagement ferme sur la réintégration des agents suspendus et le versement de leur salaire. Son seul engagement pris est le recours à la force pour « *rétablir la libre circulation* ».

En conséquence, l'Intersyndicale considère, après les déclarations de Lecornu à la presse, que de vagues promesses « *d'adaptabilité* » ne peuvent tenir lieu d'engagements fermes permettant d'appeler à la levée des barrages. Elles sont néanmoins le fait de la révolte populaire des Antilles. Mais ce que nous exigeons, entre autres, c'est que tous les travailleurs suspendus soient réadmis à leur poste définitivement.

Pour obtenir satisfaction en ce sens, mais aussi toutes les exigences exprimées dans notre préavis, nous devons porter le niveau de la lutte encore bien plus haut ! Il faut donc renforcer la mobilisation, maintenir les barrages dans la droite ligne des méthodes du mouvement ouvrier. Nous lançons donc un appel à la population pour qu'elle rejoigne la lutte. Nous appelons les travailleurs dans les entreprises à tenir leur grève jusqu'à satisfaction ou à en déclencher ! C'est le bon moment. Nous mettons en garde le gouvernement contre le risque que comporterait toute duperie et toute répression policière contre la population.

LA LUTTE CONTINUE ET SE RENFORCE A TOUS LES NIVEAUX !

**ADMP CDMT CGTM CI972 STM CRPM CTCU FDTM FO FTI972 SAPEM SDAM
SIMP SRATM STPM TDPD UATM UGTM UNSA UNOSTRA USAM UTRM**

**Pour l'Intersyndicale
Gabriel JEAN-MARIE**